



Rédaction-Administration:  
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 622  
G.C.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

Abonnements: Nord-P-de-C.: 150 frs,  
1 an Autres Départ.: 160 frs,  
6 mois: 80 frs.

# ECHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

## Travail et Justice

**L**E Conseil d'Administration des Charbonnages de France vient de décider d'entrer dans la voie des réalisations en rendant effective la participation du personnel aux bénéfices...

Ainsi donc, notre Fédération Nationale avait raison de persévérer vers cette réalisation qui doit donner au personnel des Houillères nationalisées une nouvelle certitude de son intégration plus marquée encore dans cette vaste entreprise de production charbonnière...

Bien sûr, pour participer aux bénéfices, faut-il que ceux-ci soient réalisés... Bien sûr encore, seront-ils réalisés dans la mesure où sera obtenue une amélioration générale de la production, consécutive à l'amélioration du rendement de chaque membre du personnel.

Nous disons bien: CHAQUE MEMBRE! Car c'est bien de cela qu'il s'agit!

Nous n'ignorons pas que le volume de charbon qui monte à la surface dépend d'abord de l'effort consenti par le personnel du fond et plus particulièrement de celui des ouvriers des chantiers d'abatage... Mais, et nous le disons sans l'ombre d'une hésitation, chacun à la place qu'il occupe est un PRODUCTEUR.

Le Directeur-Délégué, l'Ingénieur, l'agent de maîtrise, l'employé à son bureau, l'ouvrier d'atelier à son établi; tous et chacun selon son emploi, sont des PRODUCTEURS.

De l'ESPRIT, de la CONSCIENCE, de la VOLONTE, du TRAVAIL fourni par chacun d'eux dépend une élévation ou une baisse de ce fameux prix de revient dont on parle tant... et qui conditionne (en fonction des prix de vente) les possibilités « d'ouverture » de ces marges bénéficiaires auxquelles nous voulons voir participer l'ENSEMBLE du personnel.

Malgré certaines allusions désobligeantes parfois, nous affirmons qu'il n'y a pas d'improductifs dans nos entreprises. Chacun est intimement lié à la réussite de l'entreprise, c'est pourquoi nous disons que la prospérité des Houillères dépend du « climat » général que l'on sera capable de créer, lequel, pour être favorable, doit être basé sur un esprit de LOYALE et FRANCHISE collaboration qu'il faut à tout prix créer à tous les degrés.

On nous dira peut-être que nous nous répétons??

Mais, c'est bien intentionnellement que nous le faisons! Pendant trop longtemps nous avons prêché dans le désert et au moment décisif il est de notre devoir de taper le clou sans nous lasser...

Car, c'est bien une question de vie ou de mort; la réussite ou la faillite des nationalisations qui se décide irrémédiablement...

C'est précisément parce que notre choix est fait depuis longtemps, PARCE QUE NOUS VOULONS LA RÉUSSITE, que nous réclamons du personnel, DE TOUT LE PERSONNEL, un travail conscient et raisonnable à la mesure des moyens de chacun, comme nous réclamons en faveur de ce personnel une juste participation aux résultats obtenus grâce à ses efforts et à sa compréhension.

Comme nous sommes loin, n'est-ce pas, des tentatives d'inspiration des méthodes stakhanovistes auxquelles nous étions invités à nous rattier il n'y a pas si longtemps.

Nous avions le tort, en ce temps-là, de rappeler aux trop zélés propagandistes de la nouvelle croisade, l'ASPECT HUMAIN du problème, qu'emportés par leur zèle ils se refusèrent à envisager.

Nous avons dit et nous répétons que l'EFFORT RAISONNABLE qui peut être LIBREMENT consenti peut et doit assurer largement cette prospérité à laquelle nous avons toujours aspiré et pour laquelle nous ne nous sommes jamais refusés à apporter notre contribution.

Pour nous, rien n'est à changer. Que chacun travaille consciencieusement; que chacun soit conscient de ses propres responsabilités dans l'accomplissement de sa tâche et l'on s'apercevra qu'il n'est pas question de découvrir quelque mystérieux secret...

Que chacun travaille...

Qu'à tous les degrés l'on donne à l'échelon inférieur L'EXEMPLE et le sentiment de la JUSTICE...

Car l'exemple doit venir d'en haut...

Il serait bon de ne pas l'oublier.

**P.E.M.**

## AU FIL DES ANS

Les jours passent... Les années se succèdent, à un rythme plus ou moins accéléré, suivant le lieu et le milieu dans lesquels nous vivons et les événements auxquels nous avons à faire face.

Pour les salariés, à n'importe quelle branche d'industrie qu'ils appartiennent, le bilan de fin d'année n'est pas pour en compliquer le calcul.

D'un côté, les maigres avantages qu'en a cru leur octroyer pèsent bien peu, en regard des difficultés de leurs conditions de vie, qui ne font que s'aggraver depuis la Libération.

Le mécontentement général découlant légitimement de cette situation anormale, a été savamment exploité en ce qui concerne la corporation minière, à des fins qui

avaient perdu tout caractère professionnel.

Le déroulement et les tristes conséquences de la lamentable grève illimitée, déclenchée par la C.G.T., ont suffisamment démontré la né-

par Henri ETIENNE  
Secrétaire du Syndicat  
des Mineurs de la Loire

faute emprise d'un parti politique sur cette centrale syndicale.

Pour l'aboutissement à des fins politiques plus impérieuses que la défense professionnelle des travailleurs, la corporation minière, une fois de plus, a été sacrifiée, comme toutes les choses, à cet usage.

## LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DE MINEURS

salue l'institution de la

## Participation aux Bénéfices

La Commission Exécutive Fédérale a pris connaissance de la décision adoptée par le Conseil d'Administration des Charbonnages de France sur la création, à partir de cette année, d'une prime de rendement pour l'ensemble du personnel des Houillères Nationalisées.

L'Economie du projet est la suivante:

L'EQUILIBRE FINANCIER DE CHAQUE HOUILLÈRE DE BASSIN complet-tenue de l'amortissement de la dette et des travaux neufs, étant assuré, L'ENSEMBLE DES BÉNÉFICES SERA REPARTI ENTRE TOUS LES MEMBRES DU PERSONNEL SOUS FORME D'UNE PRIME DE RENDEMENT.

En fonction de cet équilibre,

Le rendement fond et jour POUR CHAQUE HOUILLÈRE DE BASSIN et pour CHAQUE GROUPE AU SEIN DE CHAQUE HOUILLÈRE VA ÊTRE FIXÉ DE MANIÈRE QUE LE PERSONNEL PUISSE CONSTATER A PARTIR DE QUEL RENDEMENT LE GROUPE SERA BÉNÉFICIAIRE.

POUR L'ANNÉE 1949, DEUX REPARTITIONS DES BÉNÉFICES SONT PRÉVUES.

LA PREMIÈRE, A LA FIN DU PREMIER SEMESTRE, AVANT LES CONGES PAYES.

LA SECONDE, AUX ENVIRONS DE LA S<sup>te</sup> BARBE.

Nous reviendrons sur cette importante décision dès que le gouvernement aura donné son accord et que nous connaîtrons les détails de son application.

D'ORES ET DÉJÀ, SALUONS CETTE INITIATIVE, LAQUELLE, SI ELLE EST COMPRISE PAR L'ENSEMBLE DES PERSONNELS DES MINES, EST DE NATURE À RÉTABLIR LA CONFIANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LES NATIONALISATIONS, À AMÉLIORER LE STANDING DE VIE DES FAMILLES OUVRIÈRES, ET À DONNER UN ESSOR DÉFINITIF À LA PRODUCTION CHARBONNIÈRE.

POUR LA RÉUSSITE DE CETTE EXPÉRIENCE A L'ORIGINE DE LAQUELLE ELLE A ETE, LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DE MINEURS APPELLE L'ENSEMBLE DE SES SYNDICATS ET SYNDIQUÉS À AP-

PORTER LEUR CONCOURS LOYAL ET GÉNÉREUX.

MAIS, ELLE ESTIME DE SON DEVOIR DE RAPPELER À TOUS ET NOTAMMENT AUX CADRES SUPÉRIEURS, QUE LE SUCCÈS DE CETTE MESURE DÉPEND BEAUCOUP DE L'ESPRIT QUE CHACUN APPORTERA DANS LA COLLABORATION NÉCESSAIRE

QUE REQUIERT UNE TELLE EXPÉRIENCE.

LA COLLABORATION NE S'OBTIENDRA PAS PAR DES MESURES DE COERCITION, PAR DES SANCTIONS ABUSIVES, MAIS PAR LA CONFIANCE MUTUELLE DANS L'EFFORT COLLECTIF.

La Commission Exécuti e.

## Nous ne marcherons pas !

Depuis quelques semaines il est beaucoup question d'un projet du Gouvernement sur la réforme des entreprises nationalisées. On va voir ce qu'on va voir, nous en arrivons enfin au moment où nous allons sortir des sentiers battus et des demi-mesures. On va faire du « neuf » et du raisonnable, les grands esprits sont entrés en pleine activité et nous aurons à connaître prochainement des résultats.

De ce que nous en savons et sans risquer de déformer l'esprit du projet en question, nous pouvons le résumer ainsi:

1) Les Conseils d'Administra-

tion deviendront simplement consultatifs.

2) Les Directeurs Généraux seraient « nommés » par le Ministre.

Ainsi donc, l'aéropage de la Direction Générale ferait de la marche des Houillères SON affaire; tous les mois, les membres du con-

par Joseph SAUTY  
Administrateur du Bassin  
Nord - Pas-de-Calais

seil se réuniraient pour garnir la salle de réunion; il ne peut plus être question de salle de délibérations! Ils s'entendraient faire un rapport plus ou moins faux de la situation, ils n'auraient qu'à fermer le bec sur l'utilisation des crédits et la politique générale de la Direction... Car on sait ce que valent le titre de CONSULTATIF et l'efficacité de ces « consultations »!

Même avec le fonctionnement actuel, chacun sait qu'il est bien difficile d'obtenir le respect des décisions prises,...

Nous savons bien que devant la résistance qui s'est manifestée immédiatement à l'égard de ce projet, il est possible que celui-ci reste encore un certain temps en sommeil. Mais nous savons cependant qu'il est des personnages qui savent bien ce qu'ils veulent et qui ne cessent de manigancer pour arriver à leurs fins,...

## Nous ne marcherons pas

Il est surtout gênant que les représentants du personnel siègent avec pouvoir de décision et pas particulièrement lorsqu'il y a lieu de procéder aux nominations de Directeurs Généraux, lorsqu'il s'agit de pourvoir les postes importants de leurs titulaires.

Nous avons dit là où il faut il que cela soit dit, que nous ne marcherons pas si de telles restrictions étaient apportées aux pouvoirs des Conseils d'Administration alors que ceux du « Ministre » seraient singulièrement étendus,...

Nous disons que la nationalisation doit associer étroitement le personnel à la gestion de l'entreprise. La nationalisation, c'est la mine au service de la Nation, ce n'est pas la mine au service des technocrates,...

Il paraîtrait que le projet en question a pour but de soustraire les nationalisations à l'emprise de la « politisation ».

Qu'on nous laisse rire!

Quand on sait ce qu'est la stabilité gouvernementale, nous aurons demain des Directeurs Généraux appelés à « valser » comme les g uvernements eux-mêmes; ils va seront selon que leur étiquette politique correspondra plus ou moins à ce que le Ministre voudrait « désirer »! Nous les verrons places sous la tutelle de ce même Ministre, prêts à toutes les compromissions, voire toutes les pressions imaginables,...

Or avec tous ceux qui veulent une saine gestion des houillères,

## Pour changer le climat dans les mines (I)

— 2 —

## Le mineur propriétaire

par Louis DELABY

On va certainement nous taxer d'utopistes?... Eh quoi?... Les Houillères n'arrivent pas à loger leur personnel... Elles ont été obligées, faute de crédits, de ralentir leur programme de constructions de logements, et l'on voudrait envisager la construction de maisons dont l'ouvrier ou l'employé pour-

rait devenir propriétaire?... C'est de la haute fantaisie??

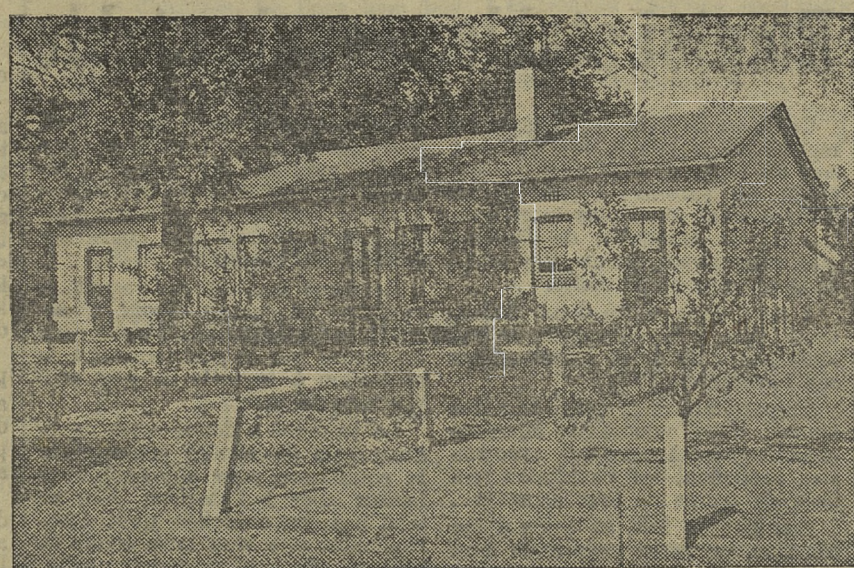
Et POURQUOI PAS?

Pourquoi, au lieu de continuer à bâtir des logements en cités, ou des cités de logements, pourquoi

« fil à la patte » que nous ne pouvons pas accepter. La liberté de l'ouvrier ou de l'employé ne doit, en aucune manière être aliénée par un avantage quelconque. Mais, cela c'est le passé, et la nationalisation des mines perdrait tout son caractère si elle n'était pas la base d'une collaboration de plus en plus

Le mineur  
propriétaire  
de son logement

Un pas de plus  
vers la libération  
ouvrière



n'envisagerait-on pas plutôt de bâtir des maisons avec le concours du personnel afin qu'il puisse s'en rendre acquiescent?

Pourquoi continueraient-ils à construire des maisons qui demeureraient la propriété des Houillères, mais qui demeureraient pour elles une source de dépenses importantes pour elles et sans complète satisfaction pour le personnel pourtant logé gratuitement?

Il est avéré que du point de vue économique, la construction de maisons par les Houillères n'est plus une affaire rentable. Jadis, il y avait l'arrière-pensée, pour les anciennes compagnies, de tenir l'ouvrier ou l'employé par la maison qu'il occupait. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui. Et en tous cas, pour nous syndicalistes, c'est un

étroite entre tous les personnels, de quelque hiérarchie qu'ils soient dans l'indépendance complète et le respect de la dignité et de la liberté de l'homme.

Donc, du point de vue économique, les Houillères, sauf pour s'assurer une certaine main d'œuvre, n'ont pas intérêt à construire des maisons pour loger gratuitement le personnel.

Par contre, du point de vue social, elles doivent, surtout en période de pénurie de logements, construire pour faciliter le logement du personnel. Et ici, nous devons déclarer, en toute loyauté, que les constructions faites depuis la nationalisation l'ont été avec le souci de loger au mieux les familles

1) Voir Echo des Mines du 15 Décembre 1948.

(Suite page 2)



## Nous défendrons les droits des élus !

oooooooooooooooooooo

Les élus de la C.F.T.C. à la Caisse Autonome Nationale, après avis du Bureau de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs, ont décidé de rendre publique la position adoptée par eux lors d'une récente réunion du Conseil d'Administration de cet organisme national.

La création d'un poste de Sous-Directeur n'a en soi rien que de très normal, étant donné l'ampleur de la tâche que doit assumer la Sécurité Sociale Minière. Nous n'y reviendrons pas si la désignation n'était assortie de considérations qui tout bien pesées, peuvent être grosses de conséquences.

Disons tout net que la désignation qui fut faite nous apparaissait difficilement acceptable, car le moins que l'on puisse dire, c'est que la JUSTICE et la décision prise n'ont jamais passé par la même porte.

Peut-être bien que si le personnel de la C.A.N. avait eu un avis à émettre, il en aurait été tout autrement. Mais, passons, car le personnel n'a rien à voir dans cette affaire, sauf à en tirer les conclu-

sions qui s'imposent, ... pour lui-même.

Il y avait -paraît-il- un accès à crever. Il l'a été délibérément, encore qu'il eût peut-être mieux valu le laisser se résorber de lui-même, car une fois crevé, il risque d'empoisonner l'atmosphère, surtout quand il consacre une injustice.

Quoi qu'il en soit, le fait brutal est là; dans cette affaire, la justice est loin d'y trouver son compte et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'il vaut mieux toujours se «trouver près du soleil...» C'est une des raisons pour lesquelles nous avons refusé d'y contribuer, car on comprendrait mal que le syndicalisme qui, par définition, doit combattre l'injustice, puisse y contribuer sous quelque forme que ce soit.

Dans l'affaire qui nous intéresse, il s'agissait de nommer un Sous-Directeur, et il s'est trouvé une majorité au Conseil d'Administration pour tourner «élégamment» la difficulté en laissant le soin au Directeur de la C.A.N. de procéder d'autorité à cette nomination. Il

se peut que l'on nous accuse de vouloir diminuer l'autorité du Directeur; nous répliquons qu'il n'est pas d'autorité valable sans qu'elle serve la JUSTICE.

Or, nous sommes obligés de considérer que si au cours de discussions antérieures, le C.A. avait indiqué son désir de voir le choix se faire entre des hommes de valeur sensiblement égale, il n'aurait pas été tenu compte de l'ancienneté, et cela compte pour nous.

Nous avons, pour notre part, refusé cette désignation de pouvoirs à un tiers n'appartenant pas au C.A., car les textes en vigueur nous faisaient un droit strict de procéder à cette désignation après avis de la Direction. Nous avons refusé cette sorte de démission, plus lourde de conséquences qu'il n'apparaît au premier abord.

A l'heure où le Gouvernement tend à restreindre les pouvoirs des Conseils d'Administration des Houillères Nationalisées, nous refusons de prendre nos responsabilités et ce faisant, nous donnerons des arguments à ceux qui désirent restreindre les pouvoirs que nous confère la loi ? Allons donc !

Il ne suffit pas de crier sur tous les toits que nous voulons des Conseils d'Administration disposant de véritables pouvoirs de gestion et de décision, encore faut-il que les actes correspondent aux paroles et aux écrits. Car c'est là que l'on juge les hommes.

Que demain, dans les textes en cours d'élaboration on supprime aux C.A. des Houillères le droit de désigner leur avis, nous venons, avec juste raison, les organisations ouvrières se dresser. Et elles le feraient en une réaction correspondant parfaitement à celle du monde du travail.

A plus forte raison devons-nous utiliser tous les pouvoirs que détiennent les C.A. sous peine de nous voir peu à peu réduits à un rôle peu intéressant pour nos organisations et pour les travailleurs eux-mêmes.

C'est dans cet esprit et pour défendre le principe même de l'autorité des élus représentant les travailleurs, que nous continuerons à refuser les délégations qui nous seront éventuellement demandées.

Les élus C.F.T.C. à la C.A.N.

## Nous ne marcherons pas !

(SUITE DE LA PAGE 1)

nous disons que nous en avons assez de la valse des Présidents des Conseils d'Administration; nous en avons assez de la valse des Directeurs-Généralistes et de toutes les combines qui accompagnent à la fois les nominations et les «démissions».

Il est temps que chacun comprenne que cette situation ne peut s'éterniser et que, de bon gré ou non, le temps est venu de convenir une bonne fois pour toutes qu'il est indispensable de laisser aux représentants du personnel les pouvoirs de décision que la loi leur a confiés en fixant les pouvoirs des Conseils d'Administration.

Nous le disons sans l'ombre d'une hésitation, on ne pourrait mieux définir le simple bon sens qu'en poursuivant l'aboutissement de tels projets. Cela amènerait inévitablement les organisations ouvrières à refuser de siéger dans des Conseils où leurs représentants se borneraient à jouer le rôle de potiches.

Quant à nous, nous n'éprouvons aucun goût pour de telles farces. De grands esprits peuvent penser aujourd'hui qu'il est possible de prendre le train de la PRODUCTION en animant les Nationalisations de l'esprit qui leur est tout à fait particulier.

C'est leur affaire ! Nous n'avons pas la prétention de vider le débat, de dire toute notre pensée, de fixer toutes les positions de la C.F.T.C. par ces quelques lignes. Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir et d'apporter d'autres précisions indispensables.

Nous voulons sincèrement nous associer à la bonne marche des houillères, à la pleine réussite des nationalisations.

Mais, à tous ceux qui croiraient faire des houillères LEUR affaire, qui négligeraient ou mépriseraient le rôle des organisations ouvrières, nous les prévenons bien amicalement qu'ils seront SEULS à prendre LE TRAIN DE LA PRODUCTION.

Leur erreur d'aiguillage les amènera fatalement au bûoir, qu'ils y prennent garde !

Joseph SAUTY

## LA FORMATION DES ELITES NOUVELLES

\* \* \*

L'accession de la classe ouvrière aux postes de gestion n'a fait que croître ces dernières années et, depuis la libération, s'est officiellement généralisée à toutes les professions.

Les Comités d'Entreprises où siègent des ouvriers ont, dans leurs attributions, le contrôle de la gestion et des bénéfices, et seront représentés aux Conseils d'Administration des sociétés anonymes. Les sociétés nationalisées, les Houillères en particulier, sont gérées par des Conseils d'Administration où la classe ouvrière tient une part importante des sièges (entre le 1/3 et 1/2 suivant les cas).

Cette profonde modification dans la marche de l'économie d'un pays pose un grave problème, qui n'a pas échappé aux syndicalistes, celui de la formation de ces ELITES NOUVELLES. Les ouvriers qui accèdent aux postes de direction ne tiendront vraiment leur place, ne joueront le rôle que le pays attend d'eux que dans la mesure où ils auront été préparés à ces responsabilités nouvelles; n'oublions pas en effet, qu'ils ont à côté d'eux des hommes spécialement préparés à tenir les leviers de direction par tradition et par toute leur formation.

Des solutions provisoires, telles que les Centres d'Education Ouvrière ont été proposées; la formation par les Cercles d'Etudes continue. Ces moyens de formation donneront des résultats; mais il ne saurait y avoir de solutions définitives que par une refonte complète de l'enseignement. La séparation entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire n'a plus lieu d'exister.

Les jeunes gens de 12 ou 13 ans sortant de l'Ecole Primaire avec le certificat d'études sont lourdement handicapés s'ils veulent poursuivre leurs études vers le baccalauréat et au-delà. Ils ne sont normalement destinés qu'à se diriger vers le Brevet et les Ecoles Normales pour retourner à l'enseignement primaire comme instituteurs.

Par contre, ceux qui sont destinés à l'enseignement secondaire et supérieur dès leur jeune âge quittent l'enseignement primaire vers 10 ou 11 ans sans avoir ni le certificat d'études ni les connaissances

qu'il sanctionne, mais avec des connaissances suffisantes qui seront complétées plus tard au long de leurs études.

La preuve en est que ceux qui veulent pousser leurs fils les mettent dès leur jeune âge dans une école qui les conduira au baccalauréat.

Il est donc indispensable de donner un cadre unique à l'enseignement.

Une fois unifié, l'enseignement devra présenter de nombreuses portes de sorties. On doit permettre à chacun de quitter la théorie pour se tourner vers la pratique à un âge qui dépend de ses possibilités, et non plus du choix fait au départ ou de la situation de fortune des pères comme trop souvent à l'heure actuelle.

Nous ne devons plus voir d'ouvriers doués pour les études regretter de ne pas avoir une formation correspondante à leurs moyens. Nous ne devons également plus voir ces jeunes gens, éternels derniers, rester sur les bancs des écoles où ils gênent leurs camarades... pour finir comme gratte-papier. Bien orientés, ces jeunes gens auraient pu faire d'excellents ouvriers spécialistes ou des contremaîtres, mais, quand ils arrêtent leurs études à 16 ou 18 ans, il est trop tard et ils n'ont plus le goût du travail manuel.

L'orientation doit être souple. Il ne faut pas risquer d'éliminer des garçons qui peuvent ne se révéler que plus tard. Nous connaissons un premier de Polytechnique qui était dernier ou presque, à 14 ans.

L'école ne doit pas avoir pour seul but de former des intellectuels. Nous avons trop de fonctionnaires en France, pas assez d'ouvriers. Il faut augmenter les connaissances de tous pour permettre à chacun, à la place où il se trouve, de rendre le maximum.

Voici donc, amis de "l'Echo des Mines" quelques principes essentiels qui se trouvent posés sur cette importante question de la formation des élites. Ingénieurs, ouvriers ou employés nous avons la responsabilité de lancer nos enfants "dans la vie". C'est pour quoi dans notre prochain numéro nous examinerons l'aspect pratique de cette importante question.

F. L.

## La vérité sur les accidents mortels

Les scribouillards de «Liberté» organe régional et quotidien du parti communiste, spécialistes à tous coups de questions minières (!) se sont vu fixer comme attribution d'exploiter odieusement chaque accident mortel qui se produit dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais.

Avec un cynisme déconcertant, les pisses-copies de cette feuille remplissent à merveille la corvée qui leur a été confiée. Exploiteurs-nés de la misère, voudraient-ils nous convaincre que chaque accident, chaque catastrophe est pour eux une excellente chose, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Nous finissons par le croire d'ailleurs.

Peu importe pour eux les deuils des familles et de la corporation, leurs apitoiements ne sont qu'hypocrisie et nous n'avons plus le droit de nous taire pour leur dire notre mépris.

Ce contre quoi nous nous élevons, c'est qu'avec une obstination mûrement réfléchie, cette propagande distille chaque jour son poison pour, en définitive, finir par convaincre nos camarades qu'ils sont délibérément envoyés à l'abattoir par des chefs incapables.

Disons le, notre propos n'a pas pour but de défendre les ingénieurs du bassin contre les attaques dont ils sont l'objet plus ou moins directement. Ils doivent savoir ce qu'ils ont à faire. Disons toutefois, que leur silence étouffe les honnêtes gens et plus particulièrement la masse des braves ouvriers, qu'ils ont sous leurs ordres. Et nous nous permettons de leur dire: VOUS NON PLUS VOUS N'AVEZ PLUS LE DROIT DE VOUS TAIRE.

Et puisque «Liberté» entend dire la vérité à sa façon, étant entendu

(Suite page 3)

## INFORMATION OU ESCROQUERIE ?

Nos lecteurs savent que le Syndicat Libre des Mineurs a toujours été à la pointe du combat pour la défense des accidentés et des mutilés du travail; il ne viendrait jamais à l'idée de ses dirigeants de s'accaparer du travail des autres organisations, même pas dans un but de propagande, ni même pour gagner des adhérents car il y a là une question de courtoisie syndicale et de propriété morale dont certains prétentieux devraient s'inspirer et savoir être loyaux, ce qui n'est pas le cas de Monsieur le Secrétaire de la C.G.T. chargé de la défense, devant les tribunaux, des ouvriers blessés, adhérents de la C.G.T.

En effet, depuis que Monsieur le chargé d'affaires de la C.G.T. à cette responsabilité, de nombreuses réclamations nous sont parvenues de la part de nos mutilés ou de veuves de victimes du travail, plaintes qui consistent à savoir s'ils doivent se présenter à la fédération régionale, ou centrale C.G.T., pour renseignements, car des amis bien intentionnés leur disent que cela est inscrit sur le journal corporatif de la C.G.T. «LA TRIBUNE». (Les conseillers ne sont pas les payeurs).

Depuis un certain temps, sous la rubrique «Audience des Tribunaux», le journal «La Tribune» insère tout le rôle de ces audiences avec une petite annotation, dans le genre des exemples ci-dessous :

Mr X... devra venir à Lens pour remplir une demande de majoration.

Ou bien :

Mme Y... devra passer à la fédération pour renseignements.

Et ainsi de suite....

A la lecture du palmarès que s'attribue Monsieur le contentieux de la C.G.T., on se demande si ce personnage est SEUL à défendre les accidentés du travail ou les silicothiques, alors que devant le tribunal, se trouve un représentant de chaque organisation et le représentant des mutilés du travail.

Ce petit monsieur s'octroie généralement le travail des autres; cela n'est pas bien beau et pas loyal du tout. Que ce monsieur donne des informations concernant les audiences, nous ne trouverons rien à redire, mais ces petites «subtilités» sont des escroqueries morales qu'un homme ou une organisation

n'ont pas le droit d'accomplir.

Nous espérons que Monsieur le contentieux de la C.G.T. comprendra que trop écrire peut nuire et que les procédés employés se retourneront contre lui car les mutilés du travail n'aiment pas ceux qui cherchent à «tirer les marrons du feu».

Jean GALLET

## L'Echo des Jeunes

### Emploi stable, avenir stable

Combien de fois, en passant au régal de la coupe, soit du jour, soit du fond, n'avons-nous pas entendu ces paroles : «...les jeunes d'aujourd'hui n'ont plus le goût du travail, ils manquent de l'ardeur que nous avons comme il y a x... années dans notre métier».

Y a-t-il donc, entre deux générations, une telle différence de volonté ayant de telles répercussions sur l'avenir du Pays ?

Aujourd'hui, dans notre coin des jeunes, nous voudrions répondre objectivement à ceux qui, avec raison, rappellent les «exploits» réalisés du temps de leur jeunesse.

Combien de fois, au cours d'une semaine, un jeune rouleur du fond connaît mille et une places, en passant de l'emploi de mécanicien à celui de rouleur ou de porteur de bois ? Combien de fois, un jeune ouvrier abatteur est employé inopinément comme «bouches-trou» selon les besoins, soit dans une taille, soit dans un trépage et même sur un roulage ?

Combien de fois, des jeunes qui se sont efforcés de bouger pendant des années et travailler ferme pour obtenir le C.A.P., sont obligés de finir manœuvre de triage ou bricoleur sur un carreau de fosse ?

Ainsi, on croit qu'en employant les jeunes comme girouettes au fait des clochers, on obtiendra d'eux le dynamisme qu'ils détiennent et qu'ils ne demandent pas mieux d'utiliser !

Ne serait-il pas préférable de voir les jeunes abatteurs toujours

dans la même taille ? Leur travail, leur sécurité, n'en seraient que mieux assurés. Ne serait-il pas mieux de voir le jeune mécanicien toujours occupé sur le même tracteur qu'il finirait par considérer comme SA machine ?

Le jeune apprenti qui regarde la vie avec un certain dégoût, ne serait-il pas mieux avec des ouvriers de métier qui le pousseraient à la perfection à laquelle ils sont arrivés eux-mêmes ?

La jeunesse a donné assez de témoignages de virilité jusque dans la souffrance pour aujourd'hui se laisser aller à l'abandon. Elle ne veut pas être exploitée, ni être mazonnette; elle veut se donner; qu'on la comprenne. A ce moment là, au moment où elle sera comprise, elle réalisera son rêve et saura travailler à la satisfaction de tous.

Si l'avenir d'une nation dépend de la jeunesse, il faut convenir d'abord que cette jeunesse s'oriente et réagit en fonction de la considération générale qui lui est manifestée. Et ceux qui commandent les jeunes ne doivent pas oublier cela.

Si on le veut, avec eux, demain, nous récolterons les fruits de ce travail et alors vous comprendrez qu'il n'y a pas de différence entre notre génération et celles qui les ont précédés. La jeunesse d'aujourd'hui cherche son chemin; à ceux qui ont charge de la diriger de s'en montrer capables.

Maurice ROCH

Pour le placement de vos disponibilités vous avez le choix entre les

BONS DU TRÉSOR		BONS TRÉSOR	
à intérêt progressif		ou	
PRIX D'ÉMISSION : 9.950 "			
remboursables			
après 3 mois à 10.000 fr.		à 1 an : Intérêt 2,5%	à 2 ans : Intérêt 3%
après 6 mois à 10.060 fr.			
après 9 mois à 10.130 fr.			
après 12 mois à 10.200 fr.			
après 15 mois à 10.290 fr.			
après 18 mois à 10.390 fr.			
Intérêts absolument notés de tous impôts y compris l'impôt général sur le revenu			

## Au fil des ans

(SUITE DE LA PAGE 1)

catastrophe.

L'Histoire du Monde Ouvrier, aussi douloureuse soit-elle, est faite de hauts et de bas. De «hauts» toutes les fois que les travailleurs, conscients de la nécessité de s'organiser, ont arraché des améliorations à leurs conditions de vie. De «bas», régression sociale, quand les travailleurs, indifférents de leur sort, ont pratiqué l'abandon de leur devoir syndical.

On peut s'être trompé sur la valeur d'une organisation en qui on avait toute confiance. Il est juste de la reconnaître joyalement et, pour autant, ne pas jeter le manche après la cognée.

Les mineurs ont jugé de la conduite de chacune des organisations au cours des grèves de Novembre-Décembre 1947 et de la toute dernière : Octobre-Novembre 1948, et de la nette distinction d'un syndicalisme politisé C.G.T. tout au service d'un parti politique et d'un syndicalisme libre C.F.T.C., dont toute l'action est la défense professionnelle.

De nombreux camarades, à la suite de cette grève, soucieux de la continuité du syndicalisme, ont donné leur adhésion à la C.F.T.C., reconnaissant, en toute sincérité, qu'elle est la seule organisation vraiment libre et digne de la confiance des travailleurs.

D'autres viendront sûrement renforcer nos syndicats de mineurs. Ensemble, unis dans un même idéal de justice sociale et de liberté, nous conquerrons plus de bien-être à la Classe Ouvrière.

H. ETIENNE

## Les mineurs propriétaires

(SUITE DE LA PAGE 1)

ouvrières en prévoyant dans chaque logement, tout un confort auquel elles n'étaient pas malheureusement habituées.

Mais, l'esprit français est ainsi fait qu'il s'habitue difficilement à vivre éternellement chez les autres. Le vieux proverbe de chez nous «Il vaut mieux un petit chez soi qu'un grand chez les autres», confie de tourmenter l'âme ouvrière. Nos camarades mineurs n'y échappent pas. Le Français a le tempérament propriétaire. Et, pour s'en rendre compte, il n'est que de constater le nombre de travailleurs qui, de leurs propres moyens, s'efforcent, même maintenant encore, de bâtir «leur logis» car ils savent que c'est le grand moyen de les mettre à l'abri de bien des vicissitudes.

Oui, mais, comment aboutir pratiquement ? Eh bien, c'est assez simple, et nous ne revendiquerons pas la qualité de novateurs en la circonstance. Il existe déjà des sociétés d'habitations à bon marché qui ont bénéficié et qui continuent à bénéficier des lois RIBOT et LOUCHEUR qui subventionnent les intéressés.

Partant de ce qui existe, ne pourrions-nous trouver une combinaison qui associerait d'une part les Houillères, l'Etat, la CAISSE AUTONOME DE RETRAITES et les travailleurs ?

Dans le système actuel, les houillères demeurent propriétaires des maisons qu'elles construisent, mais elles doivent tout financer et supporter toutes les charges. C'est d'ailleurs à cause de cela que la construction des constructions est intervenue.

Dans le système que nous proposons les Houillères interviendraient encore pour la part la plus importante, mais plus pour la totalité, car il n'est pas concevable de permettre à l'ouvrier ou l'employé de devenir propriétaire de sa maison sans en supporter sa quote-part.

Comme quelque soit sa part, elle sera déjà importante et qu'il lui sera difficile de la supporter tout seul et d'un seul coup, elle pourra être allégée considérablement par :

- 1) Les subventions habituelles prévues par les lois.
- 2) Un prêt dans lequel pourrait intervenir la C.A.N.
- 3) Un aménagement de l'allocation logement.

Tout ceci aménagé sur un certain nombre d'annuités serait de nature à rendre la chose parfaitement réalisable pour un grand nombre d'ouvriers et d'employés.

Cette association HOUILLERES-ETAT-C.A.N.-PERSONNEL permettrait de mettre à la disposition de la construction, des crédits beaucoup plus importants et de donner un essor nouveau au bâtiment.

Mais où bâtir ?...

Dans les cités ?

Pas le moins du monde. Pour notre part, nous pensons qu'il faut en finir avec les cités tout autour de la mine. Ce qu'il faut faire, c'est d'abord permettre à l'intéressé de bâtir où ça lui plaît, soit sur un terrain qu'il possède, soit sur un terrain qui lui serait offert.

En tous cas, nous pensons que de bâtir à un endroit nettement dégage de la mine permettrait à la famille ouvrière de s'épanouir en trouvant des conditions de vie plus normales. Et puis, n'oublions pas que l'air de nos cités minières est plus ou moins vicié par les poussières et la fumée des installations industrielles et que cela ne contribue pas beaucoup à améliorer la santé de nos camarades mineurs et de leur famille. Il est facile de faire la différence entre les mineurs et les familles habitant les villages et ceux et celles qui habitent les cités, surtout les anciennes cités, et de se rendre compte de l'état sanitaire des uns et des autres.

En résumé, nous croyons qu'il y a là une grande œuvre sociale à réaliser qui apporterait beaucoup au climat que nous voulons créer dans nos bassins miniers.

Ce sera l'honneur des nationalisations de le comprendre et de la mettre rapidement à exécution.

Louis DELABY

Prochain article : La READAPTATION PROFESSIONNELLE DES MUTILES ET SILICOSES.



## LES NOUVEAUX TAUX d'Indemnité de Chauffage

Un décret en date du 22 Novembre dernier a fixé les nouveaux taux de l'indemnité compensatrice du la prime de chauffage dans les exploitations minières ou assimilées.

Ces nouveaux taux sont applicables à partir du 1er Octobre 1948, nous en publions ci-dessous le barème.

### PERSONNEL EN ACTIVITE

#### Catégorie A. Mines de charbon

Les ouvriers et employés auxiliaires stagiaires reçoivent une indemnité de 16.000 frs;

Les employés auxiliaires titulaires reçoivent une indemnité de 19.000 frs;

Les employés commissionnés reçoivent une indemnité de 23.000 frs;

La prime de chauffage de l'ouvrier chef de famille des exploitations autres que les mines de combustibles minéraux solides est fixée comme suit:

#### Catégorie B. Mines domaniales de potasse d'Alsace

Catégorie C. Exploitations d'hydrocarbure d'Alsace et de schistes bitumeux: 9.500 frs;

Autres exploitations minières et assimilées: 5.250 frs.

### PENSIONNES ET VEUVES

#### Catégorie A. MINES DE CHARBON

##### a) OUVRIERS ET AGENTS AUXILIAIRES STAGIAIRES

Plus de 30 ans de service	Retraités	Veuves
— chef ou soutien de famille	12.000	8.000
— célibataire	8.000	

Moins de 30 ans et plus de 15

— Ayant pris leur retraite à la mine	9.600	6.400
— chef ou soutien de famille	8.400	
— célibataire	5.600	4.732
— Ayant quitté la mine avant leur mise à la retraite		

##### b) AGENTS AUXILIAIRES TITULAIRES

Plus de 30 ans de service	Retraités	Veuves
— chef ou soutien de famille	14.250	9.500
— célibataire	9.500	

Moins de 30 ans et plus de 15

— Ayant pris leur retraite à la mine	11.400	7.600
— chef ou soutien de famille	7.600	
— célibataire	6.650	4.432
— Ayant quitté la mine avant leur mise à la retraite		

##### c) AGENTS COMMISSIONNES

Plus de 30 ans de service	Retraités	Veuves
— chef ou soutien de famille	19.550	13.032
— célibataire	13.032	

Moins de 30 ans et plus de 15

— Ayant pris leur retraite à la mine	16.100	10.732
— chef ou soutien de famille	10.732	
— célibataire	8.050	5.366
— Ayant quitté la mine avant leur mise à la retraite		

#### Catégorie B. MINES DE POTASSE D'ALSACE

Plus de 30 ans de service

b) OUVRIERS OU EMPLOYES AUXILIAIRES:		
= chef ou soutien de famille	7.875	1 5.250
= célibataire	4.725	

##### b) EMPLOYES COMMISSIONNES

— chef ou soutien de famille	9.450	6.300
— célibataire	6.300	

Moins de 30 ans et plus de 15

— Ayant pris leur retraite à la mine	5.250	3.500
— chef ou soutien de famille	3.150	
— célibataire		

##### b) EMPLOYES COMMISSIONNES

— chef ou soutien de famille	6.800	4.200
— célibataire	4.200	

#### Catégorie C. HYDROCARBURES D'ALSACE ET SCHISTES BITUMEUX

Plus de 30 ans de service

B. OUVRIERS OU EMPLOYES AUXILIAIRES:		
— chef ou soutien de famille	7.125	4.750
— célibataire	4.275	

##### b) EMPLOYES COMMISSIONNES

— chef ou soutien de famille	8.550	5.700
— célibataire	5.700	

Moins de 30 ans et plus de 15

— Ayant pris leur retraite à la mine	4.750	3.166
— chef ou soutien de famille	2.850	
— célibataire		

##### b) EMPLOYES COMMISSIONNES

— chef ou soutien de famille	5.700	3.800
— célibataire	3.800	

#### Catégorie D. AUTRES EXPLOITATIONS MINIERES

Plus de 30 ans de service

a) OUVRIERS OU EMPLOYES AUXILIAIRES:		
= chef ou soutien de famille	8.938	2.625
= célibataire	2.363	

##### b) EMPLOYES COMMISSIONNES

— chef ou soutien de famille	4.725	3.150
— célibataire	3.150	

Moins de 30 ans et plus de 15

— Ayant pris leur retraite à la mine	2.625	1.750
— chef ou soutien de famille	1.575	
— célibataire		

##### b) EMPLOYES COMMISSIONNES

— chef ou soutien de famille	3.150	2.100
— célibataire	2.100	

## LES CONGÉS SPECIAUX ET LA GREVE

Nous publions ci-dessous une lettre du Ministre du Travail au Président de l'Union Nationale des Caisses d'Allocations Familiales, laquelle, interprétant la loi du 18 Mai 1948, justifie le paiement de l'indemnité de Congé Spécial en cas de naissance, même si la naissance a lieu pendant la grève.

Au cas où le paiement de cette indemnité aurait été refusé, nos camarades pourront s'en inspirer pour faire valoir les droits des intéressés.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

A Monsieur le Directeur de l'U.N.C.A.F.

Par lettre du 8 Juillet 1948, vous avez bien voulu me demander si les trois jours de congé supplémentaires prévus par la loi du 18 Mai 1948 peuvent être accordés lorsque l'allocataire s'est trouvé en grève pendant la période durant laquelle le congé aurait dû être octroyé.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que si un salarié n'est pas fondé, à la suite d'une telle période de grève au cours de laquelle une naissance s'est produite à son foyer, à prendre effectivement trois jours de congé, il garde cependant le droit de percevoir la rémunération correspondant à ces trois jours de congé qui sont supposés avoir été pris pendant une période de grève de durée correspondante.

C'est ainsi que si les journées de grève n'ont pas été payées par l'employeur, celui-ci est néanmoins tenu de verser la rémunération afférente au congé supplémentaire. Si au contraire un salaire a été versé, l'employeur garde le droit de demander à la caisse d'allocations familiales le remboursement du salaire correspondant à ce congé.

Pour le calcul de cette rémunération je vous rappelle que la circulaire N. 107 SS du 1er Juillet 1946 prévoit qu'il y a lieu de se reporter aux règles fixées pour la détermination du gain journalier servant de base au calcul des indemnités journalières prévues par la légis-

lation des Assurances Sociales.

Il convient donc de faire application en cette matière des dispositions prévues par la circulaire N. 182 SS du 16 Juin 1948 aux termes de laquelle il conviendra de compléter pour le calcul des indemnités en argent, la rémunération totale perçue par la victime au cours de la période de référence comportant des journées de grève jusqu'à concurrence de la rémunération qu'elle aurait perçue si elle avait travaillé pendant toute la période dans les mêmes conditions. (Article 32, paragraphe 1er du décret du 29 Décembre 1945 modifié par le décret du 14 Juin 1947).

## Et les autres congés spéciaux ?

Ainsi donc, le Ministre du Travail interprète la loi dans un sens favorable au paiement de l'indemnité aux ouvriers qui se trouvent en grève au moment où la naissance se produit à leur foyer.

Mais, il y a d'autres congés spéciaux; plus particulièrement ceux accordés en cas de mariage ou de décès. Les houillères se sont rougées, jusqu'à présent, au paiement des indemnités correspondantes.

Nous prétendons qu'en ce qui concerne la loi sur les allocations familiales, que le législateur a voulu que l'événement ne soit pas la cause de perte de salaire pour le salarié. Le principe est le même pour les congés spéciaux accordés au personnel des mines par le Statut du Mineur et nous disons que le même principe ne peut préter à deux interprétations différentes.

Les directions de houillères feraient bien de réviser leur attitude et de ne pas « chinoiser » alors que l'interprétation de la loi par le Ministre du Travail leur indique nettement ce qu'elles doivent faire.

Quant à nous, nous entendons continuer notre action afin que nos camarades obtiennent la satisfaction que le Ministre du Travail vient lui-même de légitimer.

## Pour les mutilés du travail

## Enfin on pense à eux !

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que nos mutilés du travail voient le coût de la vie monter à des allures vertigineuses et leurs pauvres rentes rester en retard de 1 an et même plus dans cette course où les mutilés sont toujours désavantagés car on ne se penche sur leur sort pour revaloriser leurs rentes que lorsqu'il est grand temps de leur donner un semblant de justice, après que les salaires et les prix ont été majorés 3 ou 4 fois.

Le dernier rajustement fut voté le 12 Janvier 1948.

Il majorait les rentes accident de travail sur 90.000, et cela avec effet rétroactif au 1er Septembre 47; il y a de ceci un an et l'on se demandait si ceux qui avaient droit à une juste réparation par le fait même qu'ils avaient donné un peu de leur chair et de leur sang à la communauté, allaient être oubliés dans la grande famille des travailleurs.

Nous apprenons que la Commission du Travail du Palais Bourbon vient, sur le rapport de notre ami Henri MECK, d'admettre le principe d'une revalorisation des accidents du travail, revalorisation de l'ordre de 33 pour cent, ce qui porterait le taux de 90.000 à 120.000; ce rapport a été adopté par la dite commission.

Si nous sommes heureux de constater que, par la voix de notre ami MECK, la Commission du Travail a jugé qu'il était nécessaire de relever le taux des majorations, nous regrettons que le chiffre de 120.000 ait été retenu, car si nous voulons bien calculer un instant, nous constaterons que cela ne compose pas le minimum vital; une simple opération nous fait juger que 120.000 divisé par 12 donne 10.000 francs par mois.

Si on prend l'évolution du budget minimum vital, il était à la date du 15 Décembre 1948, de 15.000 francs (Je vous fait grâce des quelques francs et centimes en plus ou en moins de ce chiffre). Or, 15.000 X 12, cela fait 180.000 annuel; alors, nous demandons pourquoi ne pas admettre que les rentes soient, en conséquence, majorées sur le chiffre de 180.000 ? il n'y a là aucune démagogie.

Nous voulons que justice soit rendue aux mutilés du travail et nous voulons suggérer à la Commission du Travail cette idée: Pourquoi ne voterait-elle pas l'échelle mobile des rentes ? Ainsi, il ne serait plus nécessaire de discuter des mois et des mois sur l'opportunité d'une augmentation des rentes; celles-ci, par le système de l'échelle mobile, suivraient les fluctuations des salaires et les mutilés

verraient leurs rentes s'aligner en même temps et ne plus être distancées.

Nous savons que notre ami Henri MECK a déjà étudié la question et nous sommes convaincus qu'il s'attachera à faire voter l'échelle mobile des rentes.

Après avoir mûrement réfléchi nous disons à la Commission du Travail qu'il est injuste que les rentes soient majorées de 33 pour cent seulement, Elles devraient l'être de 100 pour cent, ce qui correspondrait au coefficient du coût de la vie à la date du 15 Décembre 48.

Nous sommes certains d'être le porte-parole des victimes du travail pour lutter de toutes nos forces en faveur de leurs justes revendications.

Nous les considérons comme les soldats du front du travail; ils ont souffert et souffrent encore physiquement et moralement d'être des « étres diminués ». Le Pays leur doit des réparations; qu'il fasse, mais en pleine justice, c'est un impérieux devoir qu'il se doit de remplir. Nous attendons... et nous ne cesserons d'agir en ce sens.

Jean GALLET

## Les majorations d'ancienneté dans les ardoisières

Le Journal Officiel du 9 Janvier a publié un décret fixant les taux de majoration d'ancienneté dans les Ardoisières. En voici le texte:

Art. 1er.-L'article 4 du décret 47-1020 du 28 Mai 1947 est ainsi modifié:

« Dans les ardoisières, les majorations d'ancienneté prévues à l'article 10 et fixées à l'annexe N° 1 du décret 46-1433 du 14 Juin 1946, modifié par le décret N° 48-1551 du 2 Octobre 1948 sont appliquées aux ouvriers du jour à partir d'une ancienneté de cinq ans révolus, la première majoration de deux points étant attribuée lorsque la durée du travail atteint huit ans.

« Les services accomplis avant l'âge de dix-huit ans n'entrent pas en compte pour la détermination des majorations d'ancienneté. »

Imprimerie Coopérative de la Centrale  
rue Diderot, - LENS.  
Le Gérant: J. SAUTY

## La vérité sur les accidents mortels

(SUITE DE LA PAGE 2)

qu'il s'agit là d'une de ces « autres formes d'action » dont on a parlé, nous allons contribuer nous aussi à la vérité, la dire simplement, telle qu'elle se présente.

Que dit la statistique des accidents mortels du bassin ?? Est-elle en situation d'aggravation ?? Voyons plutôt:

En 1937 il y eut dans le bassin 74 accidents mortels, 73 en 1938.

Il est de fait que l'occupation a vu ces accidents augmenter dans de très fortes proportions puisqu'il y eut:

1941: 150 tués; 1942: 168

1943: 186 tués; 1944: 186

Noyons maintenant la situation depuis la libération:

1945: 120 tués; 1946: 154

1947: 132 tués; 1948: 126

Depuis la libération, c'est l'année 1946 qui bat le triste record des accidents mortels. Et c'est précisément au moment où le camarade Lecœur était Ministre du Charbon de « l'Etat patron » de l'époque. Il y eut la catastrophe d'Oignies, mais elle ne fit pas autant de victimes que celle de Salmaignes et d'Avion pour l'année 1948. A ce moment, pour autant que nous puissions nous en souvenir, il fut question de responsabilités nettement établies... Mais on finit par jeter le voile à l'oubli...

Il est vrai qu'à ce moment là, ceux qui tombaient (selon Lecœur) étaient les héros de la « Renaissance Française »... ils tombaient pour produire encore et toujours plus ! Ils étaient de ceux qui, selon l'expression employée à l'époque, « NE REGARDAIENT PAS EN ARRIERE SI LA RELEVE SUIVAIT ».

PAS EN ARRIERE SI LA RELEVE SUIVAIT.

Bien sûr, cela n'enlève rien à la dure réalité, mais ce qui reste vrai, c'est que l'année 1948 a vu le nombre d'accidents mortels en régression et que celle-ci aurait été nettement accusée si nous n'avions eu à déplorer les catastrophes de Salmaignes et d'Avion.

Est-il encore nécessaire de commenter une vérité qui saute aux yeux de toute personne de bonne foi ? Il est vrai que l'on ne peut espérer de la part de ceux dont le rôle consiste précisément à tromper l'opinion ouvrière.

Libre à eux d'estimer qu'un accident mortel dans les mines est une BONNE AFFAIRE... Nous disons, nous, qu'il y en a toujours beaucoup trop et que tout doit être mis en œuvre pour éviter ces accidents causés de deuils et de misères...

Aujourd'hui comme hier, nous disons à nos camarades: SECURITE D'ABORD...

Cela nous fut assez reproché au temps où nous étions les DEMAGOGUES DE LA DIGNITE HUMAINE, au temps que nous rappelions plus haut, mais si d'autres ont pu changer, nous ne varierons pas pour autant.

Nous sommes bien aise pour demander à nos camarades mineurs de ne pas se laisser prendre à cette odieuse campagne. Elle n'a pas pour objet de les défendre. Qu'importe leurs souffrances, ce qui compte c'est l'exploitation qui peut en être faite.

Le Syndicat.

## Les suppléments de ravitaillement

A L'ANNONCE DE L'AUGMENTATION GENERALE DES DISTRIBUTIONS DE MATIERES GRASSES, LA C.G.T. AVAIT CLAIRONNE QUE LES SUPPLEMENTS ATTRIBUES AUX MINEURS SERAIENT SUPPRIMES.

UNE LETTRE DES SERVICES DU RAVITAILLEMENT A REPONDU A CETTE INFORMATION FANTAISISTE; LES « SUPPLEMENTS MINEURS » SONT MAINTENUS.

TANT PIS POUR LES INFORMATEURS PRIS EN DEFAUT... TANT MEUX POUR LES MINEURS.

## Notre Grande Famille...

### NAISSANCES

Nous apprenons avec joie la naissance de:

Marie-Paule, au foyer de Joseph DAILLY, des employés de Drocourt

Jean-Marc, au foyer de Henri NOURRY, de la section de Billy-Montigny.

Mary-Françoise, 4ème enfant au foyer de François POLART, des Employés de Courrières, petite fille de Dominique POLART, retraité, de la section de Méricourt.

André, au foyer de Edouard VEUILLER, de la section du puits Hély-d'Oissel (B.D.R.)

Geneviève, au foyer de Louis BARTHELEMY, secrétaire du syndicat des Employés de Provence.

Lucette au foyer de notre camarade BARRAT, section de Liévin.

Michèle WARNET, nièce et filleule de Joseph HERMARY, secrétaire de la section de Liévin.

Claire-Cécile, au foyer de Louis CARON, de la section de Montigny-en-Gohelle (service constructions)

Bernadette, au foyer de César BRIAVAT, des Employés de la concession de Béthune.

Josette, 3ème enfant au foyer de notre camarade HERBAUT, de la section de Libercourt.

Marie-Chantal, 3ème enfant au foyer de Henri TOURBEZ, de la section d'Harnes.

Denise, 3ème enfant au foyer de Bernard DEPREZ, de la section d'Harnes.

A nos camarades, aux vaillantes mamans, nous adressons nos vives félicitations, et à chacun des petits nouveaux nés, nos meilleurs vœux

### MARIAGES

De Edmond CLEMENT, de la

Pour vos faire-part de naissance, mariage, décès, Pour vos cartes de visite et tous autres imprimés, adressez vos commandes en confiance à L'IMPRIMERIE COOPERATIVE de la CENTRALE 21, Rue Diderot - LENS

### AVIS AUX ABONNES

L'abonnement pour un an est fixé à 150 Frs, pour le Nord et le Pas-de-Calais.

150 Frs. pour les autres départements.

6 mois 80 Frs. La fin de l'abonnement sera signalée par l'envoi de deux numéros sous bande de couleur. Les abonnements non renouvelés 8 jours après la 2ème bande seront mis en recouvrement postal, frais d'encaissement en sus.

Tout changement d'adresse doit être accompagné de 10 francs en timbres-poste.



# BASSIN DE LA LOIRE

## POUR UNE ORGANISATION SYNDICALE PLUS PUISSANTE

### Quel syndicalisme faut-il faire ?

Le but du syndicalisme, vous le savez, est de défendre les intérêts des travailleurs qu'il représente. Cette défense s'entend sur deux plans, le plan individuel (la défense des intérêts individuels du camarade syndiqué) et le plan collectif (la défense des intérêts collectifs des salariés d'une entreprise, d'une profession, dans un secteur local ou régional ou encore à l'échelon national).

C'est bien, très bien, de défendre au jour le jour les intérêts d'un individu ou d'une collectivité et de poser assez souvent des revendications nouvelles. Le syndicalisme a fait dans le passé un travail immense, en tirant les travailleurs d'un état d'esclavage pour les amener à avoir une vie meilleure, en étant à l'origine de l'édifice social qui le protège, pas encore d'une façon parfaite évidemment, contre la tyrannie du capitalisme et contre les intempéries que traverse toute vie d'homme.

Mais nous estimons nous, C.F.T.C., que dans la majeure partie des cas, ce qu'ont fait les organisations syndicales dans le passé, ce qu'elles font chaque jour encore pour la défense du salarié, n'est que du petit syndicalisme, du syndicalisme à la petite semaine.

Le vrai syndicalisme doit être autre chose, d'autres tâches doivent être son souci permanent, le vrai syndicalisme doit voir plus grand.

Il doit se pencher davantage sur les grands problèmes qui touchent directement ou indirectement le salarié : le problème de l'homme dans la société, le problème de la famille, le problème de l'entreprise, le problème de la profession, le problème de l'impôt, de la fiscalité, le problème du ravitaillement, le problème de la jeunesse, le problème des loisirs, le problème de la vieillesse...

La C.F.T.C. avant et en tête de toutes les organisations s'est penchée sur ces problèmes, les a étudiés, a établi, soumis des plans.

Le travail accompli est cependant encore insuffisant, nous avouons même, très insuffisant.

Il est absolument indispensable et urgent qu'une organisation syndicale qui veut vraiment faire tout son devoir envers les gens qu'elle représente, puisse approfondir, encore davantage tous ces problèmes, possède les moyens de se pencher, absolument sur tous les problèmes, souvent fort complexes.

Pour cela en dehors des dirigeants et militants syndicaux, pas assez nombreux, qui dirigent, orientent l'action syndicale et travaillent à ces problèmes, des équipes de spécialistes en matière juridique, économique et financière sont nécessaires.

Autre chose ! Lorsque ce travail technique est accompli, il faut pouvoir l'imposer à nos gouvernants qui d'eux-mêmes ne feraient rien, étant encore et pour longtemps, hélas, sous le joug des puissances d'argent. Quelquefois des grèves peuvent être indispensables. Les travailleurs doivent avoir dans ces cas la grève une capacité de résistance prête à toute épreuve, ils doivent pouvoir la faire durer aussi longtemps que ce sera utile.

En un mot, si la classe ouvrière, si les salariés veulent arriver un jour à avoir un large train de vie, s'ils veulent que disparaissent le prolétariat et le salariat pour qu'on en arrive enfin à une forme de l'entreprise et de la société où le travail sera à l'égal du capital, que dis-je, prendre la première place qui lui est due, avant le capital, leurs organisations syndicales doivent être en mesure de faire face à tous les assauts répétés de leurs ennemis de toujours : les puissances d'argent, la finance capitaliste.

### Comment en faire l'application ?

Comment donc acquérir ce qui nous manque, devenir une puissance aussi ?

Par vous seuls camarades. Vous seuls ferez de votre organisation, de la C.F.T.C., ce qu'elle doit être. NOUS n'avons pas le droit de faire appel à d'autres qu'à vous, car nous voulons, de toute façon, conserver cette liberté que nous avons toujours gardée.

Nous avons décidé de nous engager sur cette grande voie. Pour cela, vos dirigeants, nos militants ont pris la décision de relever le taux des cotisations syndicales. Vous ne pousserez pas les hauts cris parce que nous sommes certains que vous aurez compris quel est notre but et comment nous voulons y parvenir.

La place nous manque ici pour vous préciser les nouveaux taux, nos responsables vous les indiqueront. Ils n'atteignent même pas une heure de salaire par mois, qu'est-ce que ça représente ? ... alors que dans d'autres pays, encore plus avancés que nous au point de vue social, les taux atteignent 4 heures de salaire par mois (Belgique, Hollande, Suisse, Amérique, etc.).

Vous ne vous laissez pas attirer, entraîner, par ceux qui, pour une raison ou pour une autre, font qu'ils veulent faire du syndicalisme à bon marché, du syndicalisme de pacotille.

Chers Camarades, nous espérons que vous nous aurez bien compris. A la C.F.T.C. pas de syndicalisme au rabais, du petit syndicalisme, mais du vrai, du grand syndicalisme.

LE BUREAU REGIONAL.

## GROUPE OUEST

Le fait caractéristique des dernières semaines de l'année écoulée et des premiers jours de 1949 est dans notre Groupe Ouest, sur le plan ouvrier comme sur le plan employé, agents de maîtrise et agents techniques, un afflux d'adhésions bien plus important qu'en temps habituel.

Chez les ouvriers, c'est au puits Couriot surtout où la montée de nos effectifs est la plus marquante, notamment parmi le personnel ou fond. Le Bureau Syndical légitime les responsables du puits Couriot, ainsi que les responsables des autres secteurs qui ont tous accompli du bon travail en amenant dans les rangs de la C.F.T.C., un nombre important de nouveaux adhérents.

Et à ces derniers, nous réservons le meilleur accueil dans les rangs de la grande famille C.F.T.C. et au sein de la section locale.

Vous avez compris, chers camarades, ce que d'autres comprendront bientôt aussi. La C.F.T.C.

est la seule organisation véritablement et purement syndicale, libre et indépendante de toute attache quelle qu'elle soit, politique ou autre. La C.F.T.C. ayant des bases solides, une ligne de conduite bien déterminée, peut seule conduire envers et contre tout, la classe ouvrière vers sa libération totale et non pas vers un semblant de libération.

Chez les employés, agents de maîtrise et agents techniques, l'essor de notre section syndicale est tout aussi florissant. Signalons simplement les nouvelles adhésions enregistrées à Couriot, aux Lavois, aux Ateliers Basses Villes et au Bureau Central.

Soyez aussi les bienvenus, chers nouveaux adhérents.

Terminons ces quelques lignes en signalant l'action magnifique de jeunes militants C.F.T.C. Nord Africains dans leurs milieux a-

## Compensation des Journées perdues DU FAIT DE LA GRÈVE

Alors que l'on a parlé il y a quelques années de la drôle de guerre, on parlait ces temps derniers de la drôle de grève à laquelle, contrairement à leur gré et leur volonté, de nombreux agents ont dû se soumettre, la force ayant été employée pour leur empêcher l'accès de leur travail.

Il aurait donc été tout à fait anormal que ceux qui voulaient effectivement travailler et qui l'ont prouvé en se présentant maintes et maintes fois à leur lieu de travail soient considérés comme grévistes et subissent, de ce fait, une perte totale de salaire. C'est pourquoi pendant même la grève, sur le plan Régional, auprès de la Direction Générale et du Service des Mines, sur le plan National, auprès de la Direction des Charbonnages et du Ministère, la C.F.T.C. est intervenue pour demander une compensation de salaire pour les journées perdues.

Sur le plan National, à l'heure où nous écrivons, il n'y a rien de fait. Vous ne vous illusionnez pas à ce sujet, si tôt qu'on a à faire avec un Ministère, le Gouvernement ou le Parlement, il y en a tous les jours pour une éternité avant qu'une décision concrète soit prise.

Mais, sur le plan local, tant que nous n'avons pas obtenu de résultat, nous n'avons cessé de faire des marches sur démarches soit en tant que C.F.T.C., soit en Cartel avec C.G.T.-F.O.

Jusqu'au milieu de la deuxième semaine de Décembre, vers le 8 ou le 9 la Direction se contentait de nous répondre qu'elle ne pouvait rien faire par elle-même, qu'une décision devait intervenir sur le plan National. Comme cela arrive trop souvent, la Direction craignait de trop faire, de se compromettre.

Mais, le 4 DÉCEMBRE, notre Fédération Nationale qui, de son côté, agissait, nous informait qu'à la suite de son action et après une réunion des Directeurs du Bassin à Paris, quelque chose venait d'être fait dans le Nord et le Pas-de-Calais. Immédiatement, nous intervenions à nouveau auprès de la Direction du Bassin et insistions vivement pour que soit suivi l'exemple du Nord et du Pas-de-Calais et que la Direction ne soit plus réticente à prendre d'elle-même une décision, en attendant que de Paris vienne quelque chose d'officiel.

Cette intervention du 6 Décembre, renouvelée le 9 Décembre a eu pour effet de provoquer une décision de la part de la Direction Générale : payer 50 pour cent du salaire perdu du fait de la grève aux agents ayant manifesté leur volonté de travailler et en ayant été empêché. Pour le calcul de cette compensation, toute la durée de la grève étant considérée pour les employés et seulement la période après le 18 (date à laquelle la sécurité a été abandonnée) pour les agents de maîtrise.

Au cours de l'entrevue C.F.T.C.-

C.G.T.-F.O. que nous avons eue avec la Direction Générale le 23 décembre, nous avons vivement protesté en ce qui concerne la période considérée pour la maîtrise et la discussion s'est étendue sur les détails d'application de la mesure prise. Monsieur LAVERDRI-NE qui nous recevait a admis que des erreurs pouvaient avoir été commises et que les directions de groupe seraient habilitées à discuter de toutes les réclamations et, éventuellement, la Direction du Bassin en cas de désaccord.

Plusieurs réclamations ont déjà été faites par nos syndicats. Nous invitons nos camarades qui s'estimeraient lésés sur une base de compensation de 50 pour cent du salaire perdu, considération faite de TOUTES LES JOURNÉES où il leur a été impossible de travailler, de le faire savoir rapidement à nos responsables, afin que nous intervenions auprès des directions pour une compensation équitable.

E. C.

Ouvriers,  
Employés, Maîtrise  
et Techniciens  
vous trouverez

### Nouveau Journal Syndical

publié sur le plan national  
par la Fédération des Mineurs  
C.F.T.C.

une information  
une documentation  
importante  
et de premier ordre

qu'aucun autre journal  
ne puisse vous donner

LISEZ-LE  
FAITES-LE LIRE

## GROUPE DE FIRMINY

En ce début d'année, il est bon de faire un retour en arrière et de jeter rapidement les yeux sur les faits importants qui ont marqué l'année syndicaliste.

Les deux points principaux sont :

D'ABORD, LES ELECTIONS DES COMITES D'ENTREPRISE DU 30 SEPTEMBRE.

Nous avons présenté des candidats et au fond et au jour.

Les résultats furent brillants. Avec la répartition proportionnelle nous obtenions :

COLLEGE OUVRIERS-EMPLOYES

Comité d'Etablissement

Suffrages exprimés : 1.076

C.F.T.C. : 125 voix

Comité de Surface

Suffrages exprimés : 252

C.F.T.C. : 103 voix

3 ELUS SUR 6 SIEGES A POUR VOIR.

COLLEGE AGENTS DE MAITRISE ET ASSIMILES.

Comité d'Etablissement

Suffrages exprimés : 93

C.F.T.C. : 23 voix

Comité de Surface

Suffrages exprimés : 45

C.F.T.C. : 34 voix

2 ELUS SUR 2 SIEGES A POUR VOIR.

Il nous semble que l'on peut se réjouir de ce succès. Cependant, on se demande pourquoi on ne convoque pas ces comités. Qu'attend-on ?

LE DEUXIEME FAIT IMPORTANT A ETE LA GRÈVE DU 4 OCTOBRE.

Nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir suivi les décisions du Congrès de Paris et celles de la Fédération.

Les événements ont montré que la C.F.T.C. a vu juste et représentait vraiment une organisation loyale et sûre.

Au cours de cette grève, la solidarité de tous nos amis s'est affirmée une grande famille unie.

Grâce à de nombreux dons, nous avons pu aider nos camarades touchés par la grève, par des distributions, soit en nature, soit en espèces.

C'est pourquoi nous pouvons, avec courage et foi la tâche journalière dans notre travail et vous redire que la C.F.T.C. vous aidera de toutes ses forces dans cette action, à acquiescer un peu plus de bien-être, nécessaire à la vie de chaque travailleur.

LE BUREAU SYNDICAL

## BASSIN DE PROVENCE

Travailleurs,  
réclamez votre carte syndicale C.F.T.C.

Voici l'année nouvelle qui commence. Pour un travailleur syndiqué chrétien, son premier devoir est de s'acquiescer d'abord de sa cotisation syndicale 1948, s'il ne l'a pas encore fait.

Son deuxième devoir est de réclamer sa carte syndicale 1949 à son collecteur habituel, si celui-ci ne la lui a pas remise.

Son troisième devoir est d'engager les camarades inorganisés à prendre la carte syndicale C.F.T.C. 1949.

Pour les travailleurs inorganisés, leur devoir est d'adhérer au syndicat ; ne soyez pas de ceux, camarades, qui ne croient pas à l'efficacité du syndicalisme, car si tous les travailleurs avaient jugé ainsi, le syndicalisme, que serait devenue la classe ouvrière ?

Un travailleur qui n'a pas sa carte syndicale, ou même qui possède sa carte syndicale mais qui ne paie pas sa cotisation est un EGOTISTE qui profite de ceux qui sont syndiqués et qui paient leur cotisation syndicale.

Pour une Classe Ouvrière plus heureuse, forte, indépendante et libre.....

Un syndicat PUISSANT, INDÉPENDANT ET LIBRE EST INDISPENSABLE POUR LES TRAVAILLEURS.

Pour assurer cette FORCE, cette INDÉPENDANCE et votre LIBERTÉ, TRAVAILLEURS, SYNDIQUEZ-VOUS, ADHÉREZ A LA C.F.T.C., réclamez votre carte syndicale aux responsables du Syndicat.

LE SYNDICAT

Sont élus :

Titulaires : DENIS Albert  
MAURICE Georges

Suppléants : DOYOTTE Charles  
AUBURTIN Léon

Sur SIX sièges à pourvoir à cette commission, la C.F.T.C. obtient QUATRE sièges contre DEUX à la C.G.T.

Le Syndicat adresse ses vifs remerciements à tous les agents qui sont à la base de ce succès de la C.F.T.C. et les assure du concours dévoué des élus.

Le Secrétaire

## Dans les Mines de Sel et Salines de l'Est

### A la Commission Paritaire Spéciale des Employés

Les élections à la Commission Interlocutrice Spéciale des EMPLOYÉS du Bassin de Nancy ont eu lieu le 16 Décembre dernier.

La C.F.T.C. présentait des candidats dans les collèges : Agents de maîtrise du fond, Agents de maîtrise du jour et employés administratifs.

Dans le collège techniciens, les deux candidats de la C.G.T. ont été élus.

Dans les collèges où la C.F.T.C. présentait des candidats, les résultats ont été les suivants :

MAITRISE FOND :

C.G.T. : 10 voix - C.F.T.C. : 8 v

Chaque organisation a UN ELU

TITULAIRE et UN SUPPLÉANT.

Notre camarade BOURGEOIS est élu titulaire et GEORGE, suppléant.

MAITRISE JOUR :

C.G.T. : 4 voix - C.F.T.C. 16 voix

La C.F.T.C. obtient le siège et notre camarade BASTIEN Emile est élu titulaire ; BETSCHER Léon est élu suppléant.

EMPLOYES ADMINISTRATIFS :

Avec 34 votants sur 37 inscrits, la C.G.T. obtient 6 voix contre 26 à la C.F.T.C.

La C.F.T.C. enlève donc les deux sièges de titulaires et suppléants.

## Arbre de Noël

C'est le dimanche 9 Janvier qu'avait lieu dans les locaux de la C.F.T.C., 19, rue Brossard à Saint Etienne, l'Arbre de NOËL organisé par la section locale, pour tous les enfants de ses adhérents.

Ce fut un magnifique succès et les salles s'avèrent trop petites pour une fête si bien réussie en tous points de vue. Ce ne fut pas seulement une fête pour les enfants mais une véritable fête de famille, où petits et grands passèrent quelques heures dans une atmosphère de joie, d'entraide et de camaraderie.

Lorsqu'après quelques mesures de rythmes, plusieurs monologues comiques et un goûter fort copieux, vint la distribution des jouets qui envahissaient un bel arbre de Noël, la joie des enfants fut à son comble et nous sommes persuadés que tous se retirèrent enchantés d'une si belle après-midi et de ce magnifique Arbre de NOËL.

Et des papas et mamans nous disaient à la sortie leur satisfaction d'avoir trouvé une telle atmosphère de joie et d'amitié ; ils nous disaient aussi qu'il serait souhaitable de renouveler ces rencontres de famille, pour le plus grand plaisir de tous.

riens et marocains. Là, c'est un nouveau départ, un nouvel essor, qui permet de bien augurer pour l'avenir.

Nos syndicats prospèrent donc de plus en plus.

Une force et une influence plus grande de la C.F.T.C. en seront les conséquences heureuses pour l'ensemble des salariés.

Le Bureau Syndical